

## Cour des Comptes : Pierre Moscovici, un nouveau président si accommodant pour ceux qui l'ont nommé...



Le Président de la République Emmanuel Macron a décidé de nommer l'ancien ministre socialiste et ex-commissaire européen Pierre Moscovici comme premier président de la Cour des comptes.

Avec Jean-Yves  
Archer

Nous y voilà ! Le Chef de l'État s'est enfin décidé à rompre le suspens, qui durait depuis des mois, et va donc nommer Pierre Moscovici, vieille connaissance des contribuables de France, à la tête de l'estimable Cour des comptes.

### Une nomination tangente

Après l'attentat du Petit-Clamart, le Général de Gaulle avait déclaré : "cette fois, c'était tangente". C'est exactement ce qu'il convient de penser de la future promotion de Pierre Moscovici, c'est tangente de catapulte un homme plus politique que technicien et plus proche du Pouvoir et de ses multiples arrangements que doté d'une bonne et valable distanciation.

Pour le Professeur Markus Kerber, c'est un camouflet pour les contribuables français qui ont effectivement la mémoire des actions du futur premier président de la Cour des comptes : un passé doté des hochets du pouvoir, un passif incontestable et établi par ses propres amis politiques.

### Une rupture préjudiciable

Feu Guy Carcassonne, vénérable constitutionnaliste, a souvent écrit que les Institutions vivent aussi par les hommes et les femmes qui les dirigent. Ici, nous sommes face à une rupture. Quand bien même la foudre tomberait favorablement sur P. Moscovici, il ne parviendra jamais à atteindre la sagacité et le doigté de Didier Migaud. La Cour, pour ce qui concerne sa gestion interne, requiert une finesse d'esprit qui échappe à la galaxie Moscovici nettement plus narcissique et axée sur l'essor de ses réseaux d'influence. Là où Didier Migaud avait compris le sens de la fonction, le futur détenteur n'est qu'un homme fourbu par le poids de ses allégeances sédimentées.

La Cour va donc, trois fois hélas, vivre une rupture et un "downsizing" de qualité managériale pour emprunter la novlangue de Bruxelles que P. Moscovici a tellement aimée et utilisée.

### La récession et le trop-plein d'argent public

Ce satané virus a obligé les États à engager de brutales politiques keynésiennes. Des centaines de milliards ont été injectés et bien

---

évidemment l'urgence n'est pas bonne conseillère. Autrement dit, de la même manière que les largesses du chômage partiel ont donné lieu à des abus voire des fraudes, il est hautement probable que la manne publique va exciter la cupidité et l'instinct de prédation de toute une ménagerie singulière au sein de ce que compte l'espèce humaine.

Or, pour lutter contre ces dérives, recourir à un format de type Moscovici c'est comme louer un karting sur un circuit de Formule 1. La haute délinquance financière ira toujours plus vite que la pensée et les actes de cet homme politique peu rompu aux méandres du droit pénal financier que le Parquet général de la Cour manie avec intensité, savoir-faire et diligence depuis des personnalités comme Hélène Gisserot ou l'estimé Gilles Johanet.

## **Des rapports qui ne servent à rien ?**

L'opinion publique entend rarement parler de l'activité réelle de la Cour des comptes. Elle estime que c'est un endroit de type "bonne planque" de la République et que le rapport annuel ne sert à rien puisqu'il ne serait, selon elle, jamais suivi d'effets.

Pour ma part, ayant été un peu plus de 10 ans commissaire aux comptes dans le secteur privé, j'ai eu l'opportunité et l'avantage de travailler avec des auditeurs de la Cour dans des missions portant sur le secteur mutualiste. N'en déplaise aux chouchous de l'ex-ministre Marisol Touraine, des travaux ont permis d'éradiquer des flux de détournements de fonds et d'engager de consistantes poursuites pénales à l'encontre de dirigeants fort peu scrupuleux. En clair, la Cour sait être le plombier de la République et auditer les tuyauteries "foireuses" pour prendre un terme remis en vogue grâce à un certain professeur Raoult.

Non les rapports ne sont pas vains. Plus de 40% aboutissent à des sanctions dont les politiques ne se vantent pas trop pour d'évidentes raisons...

Parlant de la fiscalité affectée qui pèse pour 112 milliards via 450 organismes et autres agences publiques, c'est bien le Politique qui refuse d'agir et de mettre de l'ordre dans de multiples dérives. S'agissant de cette question non négligeable, quel aura été le bilan du ministre Moscovici ?

## **Le Haut Conseil des Finances Publiques**

Le HCFP a pour mission de donner son avis sur la pertinence, voire la sincérité, des projets de loi de finances. Composé d'experts reconnus, il exprime une opinion qui est entendue par les observateurs économiques, les membres du Parlement et autres parties prenantes conséquentes.

A ce stade se pose une difficulté, le HCFP est présidé de droit par le premier président de la Cour des comptes. Suivez mon regard. L'homme qui présidera les débats de cette jeune institution qui a gagné ses galons au sein du paysage administratif français ne sera rien de moins qu'un ami du Chef de l'État. Quand l'autocensure prévisible viendra se fiancer avec la bienveillance voire la servilité, la France y perdra ce que les hommes de pouvoir y gagneront.

## **Éric Woerth ou autre ?**

Nicolas Sarkozy avait eu l'audace politique de nommer Didier Migaud qui était notoirement socialiste, tendance rose assumée. Emmanuel Macron aurait pu s'inspirer de cette bonne pratique à l'égard de l'opposition républicaine et piocher dans le vivier des Républicains un homme compétent tel que le président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, à savoir Éric Woerth.

Ou un calibre du style de celui qu'incarnait, il y a quelques années, l'émerilloné Philippe Auberger, inspecteur général des Finances tout comme le président de la République ce qui constituerait un point délicat pour la Cour, je n'en disconviens pas.

## **Michel Poniatowski !**

Dans ce texte, j'ai pris le soin, au scalpel, de rappeler le mot du Général : c'était tangent !

J'aurais pu soumettre à votre appréciation le fameux mot de Michel Poniatowski qui vilipenda un jour ce qu'il avait décidé de nommer : " La République des copains et des coquins " suite à différents scandales immobiliers.

Une chose est acquise, si la macronie vivait vraiment tranquille, elle n'aurait pas fait le choix de " Mosco " qui heurte jusqu'à l'intérieur des murs et des consciences de la rue Cambon. Quel gâchis.